



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres  
ZI de Saint Liguaire  
4, rue Alfred Nobel  
79000 NIORT

Niort, le 16/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**NEOLIS sas**

Route de Vernon  
BP 10  
86340 Fleuré

Références : 0007201777/2025/325  
Code AIOT : 0007201777

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2025 dans l'établissement NEOLIS sas implanté Narbonneau La Vallée Barbier 79800 Pamproux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réactive à une situation d'entreposage temporaire, non autorisé et non signalé à l'inspection des installations classées, d'une quantité de fientes supérieure au seuil de la déclaration de la rubrique 2171, à la suite d'un incendie la semaine précédente sur l'établissement mitoyen, nécessitant le transfert des fientes traitées par le SDIS en attente de leur traitement par une installation dûment autorisée.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NEOLIS sas
- Narbonneau La Vallée Barbier 79800 Pamproux
- Code AIOT : 0007201777
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site exerce une activité de stockage de céréales soumise à déclaration au titre de la rubrique ICPE 2160.

**Contexte de l'inspection :**

- Pollution

**Thèmes de l'inspection :**

- Autre
- Déchets
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Entreposage illégal - Rubrique 2171	Code de l'environnement du 25/10/2023, article L171-7 I	Suspension, Demande de justificatif à l'exploitant, Mesures conservatoires, Mise en demeure, dépôt de dossier	3 jours
2	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 5.7	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
3	Remise en état en fin d'exploitation	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, articles 1.7 et 9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entreposage temporaire d'un volume de fientes supérieur à 200 m<sup>3</sup>, dépassant le seuil de la déclaration au titre de la rubrique ICPE 2171, est réalisé sans titre.

Il est susceptible d'avoir un impact non négligeable sur l'environnement du site, notamment en cas de période pluvieuse.

L'exploitant doit procéder, sous 3 jours, à l'enlèvement de l'entreposage de fientes et justifier de l'absence d'impact sur l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Entreposage illégal - Rubrique 2171**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/10/2023, article L171-7 I
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Stockage illégal - Rubrique 2171
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an. Elle peut, en outre, ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 45 000 € par le même acte que celui de mise en demeure ou par un acte distinct.</p> <p>Elle peut, par le même acte ou par un acte distinct, suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs ou la poursuite des travaux, opérations, activités ou aménagements jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la déclaration ou sur la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification, à moins que des motifs d'intérêt général et en particulier la préservation des intérêts protégés par le présent code ne s'y opposent.</p> <p>L'autorité administrative peut, en toute hypothèse, édicter des mesures conservatoires aux frais de la personne mise en demeure.</p> <p>(...)</p> <p>II.-S'il n'a pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, ou si la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification est rejetée, ou s'il est fait opposition à la déclaration, l'autorité administrative ordonne la fermeture ou la suppression des installations ou ouvrages, la cessation de l'utilisation ou la destruction des objets ou dispositifs, la cessation définitive des travaux, opérations, activités ou aménagements et la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le présent code.</p> <p>Elle peut faire application du II de l'article L. 171-8 aux fins d'obtenir l'exécution de cette décision.</p> <p>III.-Sauf en cas d'urgence, et à l'exception de la décision de mise en demeure prévue au premier alinéa du I du présent article, les mesures mentionnées au présent article sont prises après avoir communiqué à l'intéressé les éléments susceptibles de fonder les mesures et l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société NEOLIS dispose du récépissé de déclaration n° D6959 du 9 mars 2011 relatif à l'actualisation et à la modification des activités exercées par la société MEUNIER sur son site de Pamproux et du récépissé de transfert n° D7018 du 28 juillet 2011 pour le transfert de la société MEUNIER à la société NEOLIS pour l'exploitation d'un établissement situé sur la commune de Pamproux.</p> <p>À ce titre, le site relève uniquement de la rubrique 2160 pour son activité de stockage de céréales.</p> <p>À la suite d'un incendie (à combustion lente), débuté le 6 octobre 2025, dans un bâtiment de stockage de fientes de volailles sur le site régulièrement autorisé de la SCEA Plaine des Bouillées à Pamproux, cet établissement a eu recours au site contigu de la société NEOLIS pour réaliser un stockage temporaire des fientes traitées par le SDIS, en attente d'enlèvement.</p>

Le stockage de fientes déposé sur la parcelle 077, relevant du périmètre ICPE de la société NEOLIS, relève de la rubrique 2171 (considérant que leur exploitation sur le site SCEA Plaine des Bouillées est classée ICPE au titre de la rubrique 2170) :

**Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole**

Le dépôt étant supérieur à 200 m <sup>3</sup>	(D)
---	-----

Lors de la visite de ce jour, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'un entreposage de fientes, légèrement fumant, de dimensions estimées de 35m x 30m x 5m (de hauteur maximale environ, 3 à 4 m de hauteur moyenne). Le volume global est estimé de 4000 m<sup>3</sup> (le responsable de la SCEA Plaine des Bouillées indique que la densité des fientes est de 0,6 à 0,7 en fonction du taux d'humidité). Le volume représenterait une quantité de 2 400 tonnes.

Ainsi, le volume estimé est supérieur au seuil de déclaration de la rubrique 2171.

Le site NEOLIS exploite donc illégalement une activité relevant de la rubrique 2171.

À ce titre, l'inspection propose à la signature de Monsieur le préfet un arrêté de mise en demeure de cesser cette activité et précisant les mesures conservatoires à mettre en œuvre.

Les installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2171 sont réglementées par l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (dont rubrique 2171).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant prend toutes les dispositions pour suspendre l'entreposage de fientes sur la parcelle en sol naturel.

Il oriente les fientes dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement en contractualisant l'opération et en informant l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Suspension, Demande de justificatif à l'exploitant, Mesures conservatoires, Mise en demeure, dépôt de dossier

**Proposition de délais :** 3 jours

## N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 5.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b> Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.) déversement de matières dangereuses dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel. L'évacuation des effluents recueillis se fait soit dans les conditions prévues au point 5.5 ci-dessus, soit comme des déchets dans les conditions prévues au titre 7 ci-après.
<b>Constats :</b> L'entreposage de fientes est réalisé sur une parcelle en friche agricole non exploitée depuis 2024, selon les informations transmises par l'exploitant. Les fientes, prétraitées par les services de secours dans le périmètre de la société SCEA Plaine des Bouillées, sont déposées sur le sol naturel dans le périmètre ICPE de la société NEOLIS. L'entreposage reste sous la surveillance du SDIS79 pendant les opérations de transfert : les pompiers sont susceptibles d'arroser les fientes, encore fumantes en cas de reprise d'intensité.  De plus, l'exploitant a indiqué qu'à ce stade, des rondes de pompiers sont prévues toutes les deux heures 24h/24. Le pompier présent sur site n'a pas été en mesure d'indiquer un volume d'eau utilisée. L'inspection n'a pas constaté d'écoulement. L'exploitant précise que l'eau d'arrosage est absorbée par les fientes qui sont séchées. Ainsi, il estime qu'il n'y a pas de ruissellement ou d'infiltration d'eau susceptible d'être polluée par le lessivage des fientes. L'inspection précise qu'un temps pluvieux est attendu d'ici 3 jours.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> En cas d'écoulement d'eau, l'exploitant procède à une analyse des eaux, qui doivent être conformes aux dispositions des alinéas a) et c) de l'article 5.5 . Le cas échéant, l'exploitant justifie que les rejets sont compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des masses d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

**N° 3 : Remise en état en fin d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, articles 1.7 et 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>1.7. Cessation d'activité</b> Conformément à l'article R. 512-66-1 du code de l'environnement, lorsqu'une installation classée soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt un mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ;</li><li>- des interdictions ou limitations d'accès au site ;</li><li>- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</li><li>- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</li></ul> En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation. Il en informe par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.
<b>9. Remise en état en fin d'exploitation</b> Outre les dispositions prévues au point 1.7, l'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier : <ul style="list-style-type: none"><li>- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;</li></ul> [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a débuté ce jour le transfert des fientes vers l'établissement de traitement par compostage exploité par la société SARL de l'Avresne à Saint Macaire en Mauges (49450). Il est, à ce stade, programmé le transfert de 150 à 250 tonnes par jour. L'exploitant projette la fin de l'opération pour la fin de la semaine 43. Il précise qu'à l'issue du transfert, il prévoit de décaper la couche supérieure du sol et de la faire traiter également en tant que déchet.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant renforce la fréquence d'enlèvement pour qu'il soit terminé avant la prochaine période pluvieuse attendue au début de la semaine 43. À l'issue du transfert des fientes et du nettoyage de la zone, l'exploitant procède à une analyse des sol (sur toute la surface de la zone utilisée et pour un échantillon témoin en dehors de la zone de stockage) afin de justifier de l'absence d'impact de l'opération sur l'état du sol. En fonction des résultats des analyses, l'exploitant réalise une dépollution du sol.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 jours